

le monde libertaire



Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
1^{er} au 6 octobre 1998

10,00 F

Contre le fascisme Démocratie directe !

SAMEDI 3 OCTOBRE, LYON SERA le point de ralliement de tous les antifascistes de la gauche plurielle. C'est que l'affaire est d'importance puisque le Conseil Régional de Rhône-Alpes élu le 20 mars dernier permet au F.N. de bénéficier d'une position charnière face à une droite et une gauche à égalité de sièges et incapables de trouver un compromis satisfaisant sur le nom d'un président.

Charles Millon, président U.D.F. sortant a finalement été réélu avec l'appui des voix du F.N. et même s'il réfuse avoir passer un accord politique avec les fachos il est objectivement dépendant de leur bon vouloir au moment du vote des budgets.

La gauche plurielle affirme qu'il y a bien alliance politique entre Millon et le F.N. et vote contre toutes les propositions de l'exécutif pour ne pas caution-

ner l'arrivée du F.N. à des postes de responsabilités. Cette position de principe n'a pas manqué de poser des problèmes.

La gauche plurielle a eu beaucoup de mal à expliquer sa position de rejet de ce budget à des étudiants peu intéressés aux jeux de pouvoir mais soucieux de finaliser leurs projets de formation.

Cette affaire de bourses a fait grand bruit et en deuxième lecture, beau prince, le F.N. a voté pour. L'argent a pu être débloqué et le F.N. a ainsi prouvé aux autres clans du conseil régional qu'il fallait désormais compter avec lui. Mais il est certain qu'il ne pouvait tenir sa position de refus plus longtemps sans voir la grande masse des étudiants s'attaquer directement à lui de manière très sérieuse, non pas par idéologie mais par nécessité pratique. Il y a là un fait qui a été volontairement gommé par toutes les sphères politiques.

La mobilisation des étudiants était certainement très corporatiste mais suffisamment forte pour peser sur le cours

Art Culture contre les Idées Noires), qui catalyse et mobilise contre la censure culturelle du F.N. au conseil régional. Presque toutes les représentations culturelles publiques sont précédées d'une déclaration d'artistes contre Millon.

Trop content de se faire mousser à si bon compte, Gollnisch et ses sbires ne manquent pas une occasion de supprimer les subventions aux actions culturelles qui leur déplaisent : biennale de la danse, fond de soutien au cinéma régional, etc.

Tout à la jouissance de son nouveau pouvoir le F.N. en profite aussi pour régler ses comptes avec l'université Lyon II qui, à ses yeux, abrite et soutient l'action de toute la racaille « gauchiste », celle qui dénonce les activités fascistes qui se développent au sein de l'université Lyon III depuis trop longtemps.

La suppression des subventions à Lyon II a suscité une réaction unanime de l'ensemble des huit universités régionales qui solidairement refuse de recevoir leur part du gâteau, soit au total 29 millions de francs. C'est une gifle pour Millon et le F.N. car le poids institutionnel des universités est incontestable.

Par ailleurs presque toutes les apparitions officielles de Millon sont ponctuées de manifestations d'opposants qui dénoncent sa collusion avec le F.N. Les points forts de ces actions militantes de rue auront été celle du 14 juillet à Belley où Millon, maire de la ville n'a pu s'exprimer devant le monument aux morts et le chahut qui a eu lieu à Ysieu, lors de la commémoration de la rafle des enfants juifs pendant l'occupation.

Il est clair que le terrain a été très bien préparé et balisé pour faire de ce 3 octobre un temps fort de l'antifascisme officiel.

Rhône-Alpes valeur d'exemple pour tous les antifascistes ?

La manifestation se veut régionale mais a valeur d'exemple pour les trois autres régions où il y a cohabitation entre la droite et le F.N. (Picardie, Bourgogne, Languedoc-Roussillon). Elle intéresse aussi les villes dirigées par des maires F.N. où des réseaux antifascistes essaient de sensibiliser l'opinion publique aux risques d'une gestion dite de « préférence nationale ». Et comme nous sommes dans une région économique fortement associée à la Catalogne, à la Wespahlie et à l'Italie du nord, l'enjeu européen de cette affaire s'impose de lui-même.

Bref c'est toute la stratégie antifasciste de la gauche plurielle qui est symbolisée à travers l'exemple de ●●● page 8

Meurtre d'une
sans-papier

L'Etat belge
assassine !

lire page 5

EDITORIAL

Premier axiome du nationaliste : il aime à penser que Le sujet de toutes ses préoccupations serait doté de caractéristiques uniques, par la grâce d'un dieu ou de l'Histoire. Pour Le Pen et de Villiers, la France, « fille aînée de l'Église », demeure figée dans une prétendue identité catholique. Pour Hue, Chevènement ou Jospin, la France incarnerait la « patrie des droits de l'homme », héritière des valeurs de 1789.

Au pouvoir, cette gauche plurielle n'hésite pourtant pas à bafouer les droits les plus élémentaires de 60 000 individus, étrangers sans-papiers qu'elle voudrait renvoyer à la clandestinité. Derrière les beaux discours, seuls comptent réellement les mesquins petits calculs politiques.

Pour se justifier, le gouvernement en appelle au « réalisme ». Foutaise ! Rappelons que, de l'autre côté des Alpes, le gouvernement italien a annoncé, début août, la régularisation de 300 000 sans-papiers. En Grèce aussi, durant l'été, une vaste campagne de régularisation a été lancée : 373 000 sans-papiers, en grande majorité albanais, se sont faits connaître.

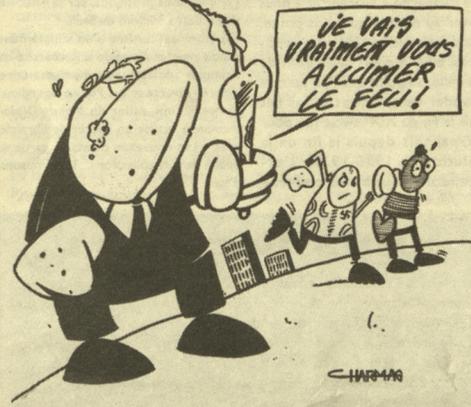
Deuxième axiome du nationaliste et corollaire du précédent : si tous les peuples sont égaux, certains sont plus égaux que d'autres. Sous différentes variantes, cet axiome fait consensus chez les patriotes de tous bords. Par exemple, Engels, le co-fondateur du socialisme autoritaire, croyait en l'existence de deux types de nations, les « peuples historiques », catégorie à laquelle appartenait bien évidemment l'Allemagne, et « les peuples sans histoires », nombreux dans les Balkans ou en Europe centrale et méritant peu de considération...

Au Kosovo, le triste sort réservé à la population albanaise semble susciter bien peu d'émotion parmi les dirigeants européens. Depuis dix ans, le régime serbe humilie sciemment et rend littéralement la vie impossible aux Albanais du Kosovo. Dans un tel contexte, le désespoir a facilité l'émergence d'une organisation de lutte armée, l'UCK. Depuis, une terrible répression s'est abattue sur les civils albanais, 300 000 ont dû fuir (sur une population de moins de deux millions d'habitants).

Pour les dirigeants occidentaux, l'indépendance du Kosovo représente le danger absolu. Le boucher Milosevic bénéficie donc de toute leur compréhension. Cité dans *Le Monde* du 19 septembre, un diplomate occidental l'admet clairement tout en maniant l'euphémisme : « Si on est hostile à l'indépendance du Kosovo, il faut reconnaître à Milosevic un certain pouvoir de police contre ceux qui la prônent ».

Chez les puissants de ce monde, l'indignation à géométrie variable est une seconde nature.

BIENTÔT LE PEN AU STADE DE FRANCE



net l'arrivée du F.N. à des postes de responsabilités. Cette position de principe n'a pas manqué de poser des problèmes.

Par exemple lors du vote de bourses devant permettre à 3 200 étudiants de la région d'effectuer des stages dans des universités d'Europe. Bien entendu le F.N. était contre et a refusé son appui à Millon bloquant les subventions juste au moment du départ des boursiers qui du coup faisaient vraiment la gueule.

ISSN 0026-9433 - N° 1134

M 2137 - 1134 - 10,00 F



FOP 2520

Bourdieu : la révolte au nom de la science et du peuple

DÉCEMBRE 1995. Le sociologue Pierre Bourdieu harangue les cheminots parisiens en grève à la gare du Nord. L'intellectuel reconnu descend dans l'arène sociale et, contre l'avis général de ses pairs qui tentent de donner l'image d'un mouvement de protestation rétrograde et corporatiste, il assène : « On a raison de se révolter ». Trois ans plus tard, on ne parle plus que de lui. Va-t-il conduire une liste aux élections européennes ? Incarnent-ils, lui et ses amis, une alternative à la déconfiture social-démocrate de la pensée politique de gauche et, peut-être même, au libéralisme mondialisant ? Les libertaires eux-mêmes sont séduits par les idées de Bourdieu. Ils puisent leurs informations, et c'est plus ennuyeux bon nombre de leurs analyses, dans *Le Monde Diplomatique* (organe officiel de la pensée-Pierre-Bourdieu) ou plus directement dans les libellés de la collection « Liber/raison d'agir » ainsi que dans les « Actes de la Recherche en Sciences Sociales » (organes officiels de la dite pensée). Pourtant c'est le même homme qui, il y a seulement dix ans, était le soutien et la caution idéologique de Michel Rocard, alors en lutte pour la conquête du pouvoir (1). Bourdieu voulait déjà changer la gauche, encroutée dans le Miterrandisme, mais il s'était trompé de cheval. Le revirement idéologique qu'il a opéré depuis est louable, mais il invite aussi à gratter un peu la surface des belles idées de révolte à la sauce Bourdieu afin de voir si, un peu plus au fond des choses, elles restent compatibles avec nos idées anarchistes.

Les idées séduisantes...

Pierre Bourdieu est un sociologue de premier ordre et ses travaux ont inspiré bon nombre de militants, de la gauche aux anarchistes. Il s'est en effet attaché à montrer les mécanismes inégalitaires de la société et la façon dont ils se perpétuent. Il a ainsi mis en évidence que des institutions comme l'école facilitent la reproduction d'une classe dominante, propriétaire du capital (économique mais aussi intellectuel). Il a

travaillé sur l'État (2) et expliqué son caractère néfaste. Cela ne l'empêche pourtant pas actuellement de faire de l'État-nation le rempart à la mondialisation néolibérale du capitalisme. D'une façon générale sa pensée accorde, dans la veine marxiste puis structuraliste, une place déterminante aux cadres inégalitaires de la société, ne laissant qu'une part infime à l'action des hommes et des femmes pour la faire évoluer. C'est à se demander par quelle contradiction interne il est aujourd'hui dans l'action. De théorique, sa pensée a glissé progressivement vers une théorie de l'action avant qu'il ne devienne, il y a peu, directement militant (intellectuel engagé comme on disait dans les années 1970). Le basculement s'est fait en deux temps. D'abord par la publication d'un volumineux ouvrage, recueil d'entretiens quasiment bruts : « la misère du monde », qui a connu un grand succès public. Puis dans un deuxième temps, il a troqué (pour peu de temps) sa chaire de professeur pour la tribune des assemblées générales de la gare du Nord en décembre 1995.

... d'un donneur de leçon

Quoi qu'il en soit, Bourdieu continue à adopter en toute circonstance une posture scientifique. Il se veut dans l'action et, à la fois, au dessus d'elle. Le militant Pierre Bourdieu n'est finalement pas descendu de sa chaire de professeur au Collège de France, sommet de la hiérarchie universitaire. Il surplombe tout ce à quoi il participe, parfois jusqu'à la caricature, comme le montre le titre de sa leçon inaugurale : « Leçon sur la leçon ». C'est que le Maître a fait des sommets du savoir sociologique un lieu de neutralisation du débat contradictoire et de déqualification de ses adversaires. Le sociologue est indiscutable puisqu'il n'exprime pas d'opinions mais professe des savoirs. Son opposant, quel qu'il soit, est donc un imposteur digne, non de critiques argumentées, mais de mépris. Les amis de Bourdieu (souvent d'ailleurs anciens élèves et actuels collaborateurs du Maître à la Maison des Sciences de l'Homme) tirent alors à

vue dans la plus belle tradition maoïste. Il faut souhaiter que nous ne serons pas trop rapidement victimes de ces procédés. Si d'aventure, sur le terrain des luttes, nous nous trouvons en conflit ou en concurrence un peu sévère avec cette nouvelle tendance de la gauche, nous aurions sûrement droit sans délais à un petit manifeste anti-anarchiste dans la collection Liber/raisons d'agir. D'un autre point de vue cela monterait que nous pensons par nous même et que nos pratiques sont crédibles. Se faire des adversaires puissants est souvent un signe de bonne santé politique!

« gauche de gauche » ou « gauche de la gauche » ?

La mouvance qui s'organise autour de Bourdieu se revendique clairement de la gauche. L'article fondateur du Maître, dans *Le Monde* du 8 avril 1998 s'intitule « Pour une gauche de gauche ». L'idée est simple : la gauche « formée par le quatuor Jospin, Chevènement, Hue, Voynet » interprète une partition de droite; il faut donc lui redonner des idées et des pratiques véritablement de gauche. Cela veut dire, par exemple, lutter contre le néo-libéralisme mondialisant par un renforcement de l'État et du cadre national. Mais voilà, la gauche gouvernementale n'est pas disposée à écouter le Maître et la gauche de gauche devient vite, de fait, la gauche de la gauche, c'est-à-dire une nouvelle extrême gauche qui ne veut pas dire son nom. Pour autant, les intentions sont claires. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle forme d'action politique en s'inspirant des actions les plus dynamiques du mouvement social, et donc en intégrant la dimension libertaire qui les anime dans la plupart des cas, mais bien de refaire une virginité à la vieille gauche en greffant sans recettes éculées sur les nouvelles réalités sociales.

Les réseaux Bourdieu

La mouvance autour de Pierre Bourdieu se structure très rapidement en force politique. Il ne s'agit pas d'un parti et aucune élection ne semble au programme de ce nouveaux hérauts de la classe ouvrière; mais on peut aujourd'hui parler véritablement de réseaux, d'ailleurs d'une grande activité, dont le centre est représenté par la personne de Bourdieu. Celui-ci appelle ouvertement un certains nombre d'associations et d'acteurs du mouvement social à se lier politiquement entre eux (par exemple Act-Up dans un article de *Télérama* de cet été. L'objectif affiché est de réaliser la jonction, sur le plan théorique autant que sur le terrain, entre les mouvements revendicatifs du secteur publique (enseignants, chemi-

nots) et les nouvelles formes de luttes (sans-papiers, comités de chômeurs, associations anti-Le Pen). Pour le moment, c'est dans le domaine de l'édition et de la presse que les réseaux Bourdieu sont les mieux établis. *Le Monde*, à un degré moindre *Libération*, *Télérama*, *Les Inrockuptibles*, et bien entendu *Le Monde Diplomatique*, relaient avec vigueur et constance les idées de Bourdieu. *Le Monde Diplomatique* occupe une place à part dans cet ensemble. Le journal, après avoir coupé les liens organiques qui le liait à son grand frère *Le Monde*, cherche aujourd'hui à devenir un acteur véritable de la politique. Il bénéficie de ses propres relais médiatiques (par exemple l'émission de Daniel Mermet sur France Inter « Là bas, si j'y suis ») et de deux associations, les Amis du *Monde Diplomatique* (pour la propagande), et A.T.T.A.C. qui milite en faveur de la taxe Tobin (du nom d'un prix Nobel d'économie qui propose de taxer les flux de capitaux à l'échelle mondiale). La maison d'édition Liber/raison d'agir fait le lien entre ces réseaux d'influence et l'entourage immédiat de Bourdieu (3).

Et les anars dans tout ça ?

Avec la chute de l'U.R.S.S. et la faillite intellectuelle et morale du marxisme, au début des années 1990, une occasion a été donnée aux anarchistes de montrer la capacité de leur projet politique à changer le monde. Une porte s'est ouverte et, si on n'y prend pas garde, elle risque de se refermer rapidement sans que nous ayons prouvé quoi que ce soit. Les querelles byzantines du mouvement libertaire, souvent vieilles de près d'un siècle, sont le témoignage de notre incapacité à changer et à nous adapter au monde qui nous porte. Quand à nos idées les plus pertinentes, elles étaient déjà celles de Bakounine, au point que l'on peut se demander ce que nous avons fait depuis la fin du XIX^e siècle (où pour les Espagnols depuis la fin de la révolution de 1936-1939). L'urgence, dont nous avons intérêt à

acquérir sans délais le sentiment, est donc de nous transformer. Changer pour devenir une véritable force politique qui tende à devenir le pivot des luttes sociales et apporte aux problèmes de tous des réponses concrètes et qui nous sont propres. En attendant les réponses sont apportées par Pierre Bourdieu et ses amis. *Le Monde Diplomatique*, par exemple, est bien plus qu'un journal. Il cristallise une mouvance active et aux idées fécondes... peut-être bientôt une force militante. Mais voilà, ces bonnes idées ne sont pas les nôtres. Elles continuent la tradition marxiste, revisitée, adaptée avec souplesse aux exigences du moment. Le rôle qu'y joue l'État, ultime recourt face au capitalisme et au libéralisme, alors même que son rôle néfaste est constamment dénoncé par les mêmes, éclaire tout à fait sur ce point. En attendant nous prenons le risque d'un militantisme schizophrène. D'un côté on milite avec la tête, rêvant et dissertant sur une société anarchiste située dans un futur indéterminé, ce qui d'évidence ne peut pas rallier à nous grand monde. De l'autre, on milite avec les pieds, troupes d'appoint (et souvent de choc) pour des combats qui ne devraient pas être les nôtres mais que, par tactique et incapacité à mettre en place autre chose, nous considérons dans l'instant comme un moindre mal. Finalement, Pierre Bourdieu et ses amis réussissent à faire passer leurs idées et à soulever autour d'elles plus que de la sympathie, l'envie d'agir pour changer le monde. Bravo ! S'il l'ont fait, nous devons bien pouvoir le faire.

Franck Gombaud

- (1) « La vertu civile », *Le Monde* du 16 septembre 1988.
- (2) « Raisons pratiques, sur la Théorie de l'action » éditions du Seuil.
- (3) Liber est le titre d'un supplément vendu avec les Actes de la Recherche en Sciences Sociales, revue universitaire dont le directeur est Pierre Bourdieu. Serge Halimi, pilier du *Monde Diplomatique* a réalisé un succès de librairie avec « Les nouveaux chiens de garde », publié dans la collection... Liber/raisons d'agir.

le monde libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les déteints et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Derriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

amis lecteurs

Les penseurs actuels du libéralisme, lorsqu'ils analysent notre société, tentent principalement de montrer rétrospectivement, qu'il n'eût pu en aller autrement, sinon au prix du progrès. Une pensée sur le monde « le libéralisme » s'est faite loi du monde. Un autre possible a été effacé de la surface de la terre, faute d'avoir été envisagé et débattu. Le silence sur l'alternative n'est qu'un silence de la mémoire et il s'agit de la réveiller. Cette démarche inquiète les élus politiques. Ils multiplient les procès contre *le Monde Libertaire* (Debré, Le Pen) pour étouffer tout débat sur un autre choix de société. Notre hebdomadaire qui permet d'exprimer une vision, une position, des opinions dérange. Il engage et risque son existence, en refusant quelqu'en soit le prix les formules faciles, les idées toutes faites, les confirmations complaisantes des propos et actions des gens de pouvoir. Aujourd'hui c'est le maire P. S. de Noisy-le-Grand qui s'estime difamé et qui réclame 130 000 F de dommages et intérêts ! Pour poursuivre cet effort, nous avons besoin de votre soutien. Lecteurs, sympathisants, militants, vous qui nous lisez, vous qui êtes attachés au prix de la vérité dans la lutte politique, soutenez *le Monde libertaire* dans sa lutte.

D'ores et déjà, des frais sont nécessairement engagés. Merci d'adresser vos dons à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de « Monde libertaire »).

L'administrateur

Sécu : le démantèlement continue

LE PROJET DE LOI de financement de la Sécurité sociale, une invention de Juppé, doit être prochainement débattue au parlement (du 26 au 29 octobre). Dans l'état actuel, elle définit deux axes principaux : la « maîtrise » des dépenses de santé et des mesures dites en faveur du système de retraite. Martine Aubry, nous annonce donc des comptes équilibrés, voire même légèrement excédentaires, pour 1999, après un déficit de 13,3 milliards de francs en 1998.

Mais de quoi parle-t-on ? Si le gouvernement veut aujourd'hui s'auto-féliciter de sa gestion du système, c'est d'abord parce qu'il a continué d'appliquer un plan de rationnement des soins sans précédent. Autrement dit, ce « redressement » comptable et totalement théorique ne fait aucun cas des besoins réels de la population et ces chiffres ne constituent qu'un rideau de fumée, masquant les véritables enjeux.

Des discours alibis

Depuis quelques mois, le gouvernement n'a cessé de s'alarmer - le plus bruyamment possible - au sujet d'une pseudo « dérive » des dépenses de santé ; dérive qui aurait atteint 6 milliards de francs cette année. Mais si l'on rapporte cette somme au budget total de la Sécu

(1300 milliards de francs), elle est tout bonnement dérisoire. Elle est d'ailleurs encore plus insignifiante quand on la compare à la dette du patronat envers l'U.R.S.S.A.F. (l'organisme collecteur pour l'ensemble des branches de la Sécu) : les impayés des dirigeants d'entreprises s'élevaient, au 31 décembre 1996, à 87 milliards de francs (beaucoup plus si l'on veut prendre en compte une estimation des fraudes !). Nous pouvons également comparer les montants du déficit officiel et des « dérapages » à la somme que représente l'ensemble des exonérations de charges sociales dont bénéficient les employeurs, soit 52,7 milliards de francs en 1996 ! Les déficits de 40 à 50 milliards des années précédentes étaient donc eux-mêmes de pures inventions, d'artificielles créations comptables. Aujourd'hui, la méthode reste inchangée : le pouvoir se trouve des chiffres prétextes pour justifier une politique de démantèlement programmée.

Une politique pour les riches et pour les trusts

Sur de nombreux points, le gouvernement veut assurer son identité de gauche plurielle, mais sa politique est aux antipodes de la justice sociale. Politiquement, il a tenu à donner quelques signes sur son aile gauche en

jouant les gros bras vis-à-vis des laboratoires pharmaceutiques, en mettant ceux-ci à contribution pour environ deux milliards de francs. La manœuvre est médiatiquement efficace mais sait-on que les 318 laboratoires français ont réalisé pas moins de 130 milliards de francs de chiffre d'affaire en 1997, dont 94 milliards en France ? Par conséquent, la sanction gouvernementale ne va pas vraiment les déranger !

Un autre exemple succulent : le report aux calendes grecques de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale.

Sur les retraites

Sur les retraites... c'est encore les mêmes qui vont trinquer. Le projet de loi de financement intègre la création d'un « fond de réserve » destiné, toujours en théorie, à consolider les régimes par répartition dans la perspective du « choc démographique » vers 2005. Là encore, qui peut adhérer à une telle farce ? Le choc démographique en question est déjà une notion suspecte, et qui doit être fortement relativisée. Si l'on veut se livrer à ce type de prospective, on ne peut s'obubler sur le « vieillissement » de la population et le ratio actifs/retraités. On doit aussi prendre en compte l'augmentation de la producti-

vité (les actifs de demain produiront beaucoup plus de richesses que les actifs d'aujourd'hui, même s'ils sont moins nombreux) et le fait, par exemple, que la diminution du nombre d'individus de moins de 20 ans signifierait également des économies substantielles... Mais cela peut être le sujet de tout un débat sur le type de société que nous voulons construire...

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : le gouvernement prépare le terrain pour de nouvelles attaques contre les retraités. C'est pourquoi il s'est bien gardé de dresser un constat de la situation des retraités. Mais la réalité, la voici : le montant moyen des retraites servies par le régime général de sécurité sociale n'est que de 2805 F mensuel. Il faut aussi savoir que 400 000 personnes sont au minimum vieillesse (un peu plus de 3000 F par mois) et que des milliers de personnes sont obligées de travailler jusqu'à 65 ans et plus pour se garantir une retraite de misère. Notons que le 22 octobre prochain aura lieu une mobilisation unitaire des retraités, à Paris et dans les principales villes, pour revendiquer principalement le retour au

calcul sur les 10 meilleures années de la pension et les 37,5 annuités...

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Au bout du compte, on sait que, depuis 1990, près de 540 milliards de francs supplémentaires ont été prélevés sur les ménages. La gauche, gestionnaire, n'a aucunement l'intention d'inverser la tendance, bien au contraire. En se basant sur sa longue expérience des années Mitterrand, elle continue de nous faire gober des mesures qui, prises par la droite, auraient déclenché des mouvements d'ampleur. Pourtant la politique menée par Jospin contre la Sécu n'est pas moins grave que celle de Juppé ! Une fois de plus, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et nous devons nous atteler à construire nos propres réseaux, sur des bases clairement révolutionnaires et libertaires, pour la reconquête de la Sécurité sociale, pour revendiquer la socialisation des services publics hospitaliers, et pour en finir avec toute logique marchande, pas moins que ça !

Jelif. - groupe Kronstadt (Lyon)

Raz dégoût !

EN 1978 AUSI A EU LIEU UNE COUPE DU MONDE de football. Vous en rappelez-vous ? C'est l'Argentine qui l'organisait, en pleine dictature militaire, et les commentateurs sportifs hurlaient BUUUUTT !!! à deux pas des centres de torture. Une campagne de boycott s'organisa, sans succès. Mais on pouvait aussi voir ici et là quelques affiches d'un autre avis : de grandes affiches proclamant « Non à la politique dans le sport, oui à la coupe du monde d'Argentine ». Ces affiches étaient signées Front national. Ce petit parti presque inconnu faisait clairement propagande en faveur d'un régime pratiquant massivement la torture et le meurtre des opposants. Aujourd'hui ce petit parti enfle et se répand partout comme une coulée d'immondices. Voilà bien quinze ans maintenant que les miasmes fascistes empoisonnent l'atmosphère et « la vie politique » comme disent les journaux. Quinze ans que le racisme et la xénophobie ont acquis en France le statut de « thème électoral » ! Pourquoi, comment, cette poignée de fascistes a-t-elle pu prendre tant d'importance ? Le chômage ? Bien sûr. Mais aussi les magouilles, les compromissions, l'instrumentalisation du Front. Le spectacle écœurant d'une classe politique qui révèle que son attrait du pouvoir

tient plus aux avantages qu'elle compte en tirer qu'à une réelle volonté de servir le peuple. On reproche aujourd'hui aux abstentionnistes de faire le jeu du Front national ! Mais ils sont avant tout des gens qui ne votent pas pour le Front national, ni pour un parti qui reprend ses thèses xénophobes, ni pour un parti qui expulse les immigrés, ni pour un parti qui s'est servi du Front national pour affaiblir ses adversaires en les divisant, ni pour un parti qui attaque les foyers immigrés au bulldozer ! Qui dans les « partis démocratiques » n'a pas joué avec le Front national dans ces basses manœuvres politiciennes ? Et il faudrait voter pour eux ? Aussi le dégoût nous submerge-t-il ! Dégoût des rats fascistes oui ! Mais dégoût aussi des politiciens de tous bords ! La place que le Front national occupe dans « le monde politique » ne fait que révéler la puanteur de ce « monde politique » ! La démocratie ne doit pas être la délégation de pouvoir aux politiciens mais la prise en main de leurs affaires par les citoyens eux-mêmes ! Pour lutter contre le Front national luttons d'abord contre l'injustice sociale !

C.N.T.-A.I.T., Fédération anarchiste, No Pasaran-S.C.A.L.P.

En bref

■ Le groupe de la FA de Marseille tient une permanence tous les samedis de 15 à 17 heures à la librairie Le Roi lire, rue Adolphe Thiers, Marseille (près des Réformés). Vous pouvez aussi écrire à l'adresse suivante : GREL, BP 2391, 13 215 Marseille Cedex 2.

■ Le groupe Jules Vallès de la FA de Grenoble anime une émission de radio « Globule noir » tous les mercredis de 20 h 30 à 21 heures sur le 99.00 FM de radio Grésivaudan.

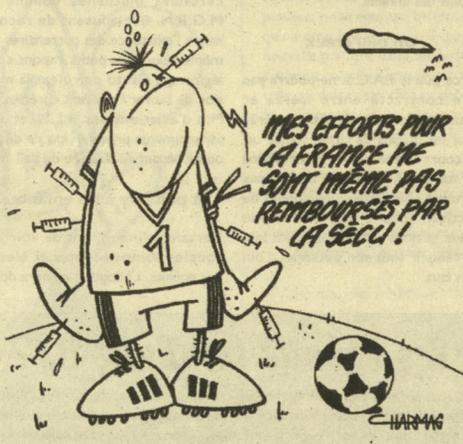
■ Le groupe Les Asturies de la FA de Saint-Etienne vend désormais le Monde libertaire tous les samedis de 14 à 15 heures sur la place du Peuple. Vous pouvez le rencontrer à sa librairie La Mauvaise graine tous

les samedis de 15 h 30 à 18 h 30 et les dimanches de 10 à 13 heures.

■ Le n°11 du bimestriel anarchiste « La Faille » est enfin sorti. Au sommaire des articles sur l'antifascisme, les emplois jeunes, l'antimilitarisme... abonnement 36F les 6 n° : La Faille BP 2301, 38033 Grenoble 2 (chèque à l'ordre de MAP).

■ Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste ? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

C'EST UN SCANDALE !



Faits d'hiver Le cœur d'amour épris !

Une paysanne égyptienne de 62 ans, un tantinet prospère (plus de deux cent livres sur la balance) mais sacrément gaillard, a jeté son mari au sol et l'a étouffé en s'asseyant sur lui. Elle lui reprochait de « favoriser » les enfants de sa première épouse.

Le désamour, le vrai, a l'exclusivisme pesant !

Un allemand de 75 ans s'est contenté, lui, de laisser mourir sa femme (immobilisée suite à une chute dans l'appartement) de faim et de soif, en ne lui offrant, en cinq jours, qu'un quignon de pain et un verre d'eau.

Le chat, ça ne s'invente pas, a été nourri normalement pour cause de miaulements revendicatifs intenses et répétés.

Le désamour, le vrai, a le chuchotement lourd de conséquences !

Est-il besoin de le préciser, ces deux faits d'hiver en disent long sur un système social qui vomit par tous ses pores le pire de la prétendue nature humaine.

Est-il également besoin de le préciser le débat n'est pas prêt d'être clos entre les encravatés de morgue et d'orgueil de la réforme qui, dans le cas présent, ne manqueraient pas de nous conseiller de prendre de la distance avec nos enfants d'avant, d'éviter les grosses et d'apprendre à miauler, et ceux qui osent prétendre que même réformé le désamour aura toujours le goût rance du désamour.

De la révolution de l'amour à l'amour de la révolution (et vice versa)...!

Mais tu rêves, Toto ?

Oui !

Jean-Marc Raynaud

P.A.C.S. : Ne gravons pas nos noms au bas d'un parchemin ?

MICHEL BON, AVANT d'aller danser le *French can-can* à la Bourse de New York, avait en tant que chef de l'A.N.P.E. suggéré de faire travailler les chômeurs. Cette imbecillité absurde et ubuesque aurait-elle fait école puisqu'aujourd'hui on parle d'unir les concubins ?

Disons-le tout net, le P.A.C.S. n'est pas une révolution ni une démolition du patriarcat. Le P.A.C.S. n'est qu'une réforme qui n'aura d'autre utilité que dans les transactions administratives et commerciales. Le P.A.C.S. n'aura jamais la dimension symbolique publique du mariage. Et c'est tant mieux.

Le P.A.C.S. est nécessaire ? En réclamer l'instauration est bien sûr du réformisme, mais quel révolutionnaire ne s'est jamais laissé aller à de lâches pensées réformistes en attendant sa quatrième heure d'attente à la C.A.F. ou aux A.S.S.E.D.I.C. ?

Nous nous en rendons compte tous les jours : il est de plus en plus difficile de s'en sortir. La misère est partout visible dans ce pays. Le nombre de gens qui partagent des appartements pour des raisons d'économies est en constante augmentation depuis des années.

Un peu creux

Parce que le P.A.C.S. ne pourra pas être contracté entre frères et sœurs, parce qu'il n'a aucun intérêt pour les unions de circonstance ou de court terme (une année scolaire par exemple), parce qu'il ne sera pas permis à plus de deux personnes de pactiser, nous le trouvons un peu creux et nous pensons qu'il est loin de remplir tout son potentiel. Loin s'en faut.

Pour ce qui est des concubins et cubines hétéros la mesure changera beaucoup de choses en particulier en cas de décès si il y a des enfants à charge ou si l'un des contractant n'a pas de revenus ou de logement en son nom. A l'heure actuelle, seule les personnes mariées ont droit aux pensions de reversions et autres capital décès de leurs partenaires décédés.

Les couples homosexuels sont de plus en plus nombreux par le simple fait que, de moins en moins honnêtes, nous pouvons aujourd'hui vivre sans nous cacher et donc envisager des projets de vie commune au lieu de nous satisfaire de rencontres secrètes et furtives. Nos couples ont besoin de garanties vis-à-vis des compagnies d'assurance, des banques, des mutuelles, des bailleurs publics ou privés. A l'heure actuelle, la facilité des démarches tient au hasard de tomber sur une personne compréhensive au guichet. Le P.A.C.S. lèvera au moins l'incertitude que nous avons dans nos démarches de nous voir refuser le coup de tampon nécessaire sur nos formulaires divers. Ce sera déjà ça. Finies aussi les discriminations de certaines mutuelles comme la M.G.E.N. qui refusent de reconnaître l'existence des partenaires de même sexe. (Les petits Papons sont légion qui s'auto octroient la mission de sauver l'occident chrétien.) Plus d'évictions des H.L.M. et des appartements privés en cas de décès ou de départ du titulaire du bail.

Et puis, il y a les enfants...

Certains s'inquiètent de voir les couples homos adopter et élever des enfants. L'adoption ne sera donc

pas au programme de ce débat législatif qui voudrait ménager la chèvre et le chou et fini par ne satisfaire personne.

Ceci est purement symbolique car de toutes façons, les gays et lesbiennes ont des enfants et les élèves.

Dans la plupart des cas, il s'agit d'enfants nés d'une union hétérosexuelle précédente. Tout comme dans le cas de personnes qui se remarient, le nouveau partenaire a de facto un rôle éducatif à jouer au côté du père ou de la mère. Ça ne se passe pas toujours bien, quelle que soit l'identité de ce nouvel adulte imposé ; mais il en va du bien être de l'enfant d'être accepté et aimé par son beau-père ou sa belle-mère. Or il est également important que ces adultes, parents par hasard, par procuration, puissent jouer leur

rôle : parent d'élève, chez le pédagogue, au commissariat quand il faut aller chercher le petit qui vient de rater son premier vol de disque, ou même en cas d'accident, pour être traité dignement au service des urgences.

Certains couples ou individus s'arrangent avec d'autres pour faire des enfants. D'autres peuvent se faire passer pour célibataires (l'adoption par les célibataires de plus de vingt-huit ans est légale), on peut aussi s'inséminer artisanalement sans autorisation médicale. Branlette, bocal, pipette, c'est pas sorcier et la blouse blanche est en trop, c'est ça aussi l'autogestion ! Que l'Eglise ou l'Etat soient contre n'y change rien ; ça se fait. Il est impossible d'empêcher les gens de s'arranger entre eux comme ils veulent, comme il a toujours été impos-

sible depuis l'antiquité d'empêcher les femmes d'avorter.

Seulement il faut bien qu'ensuite chacun puisse être reconnu à sa place et puisse assumer ses responsabilités de parent. Ne serait-ce que pour avoir droit aux A.S.S.E.D.I.C. en cas de démantèlement par rapprochement de « conjoint », ou pour les mutations de fonctionnaires, etc.

Bien sûr le P.A.C.S. facilitera surtout la vie des riches, des propriétaires et des petits patrons gays. Mais c'est aussi le cas du mariage que de profiter aux riches...

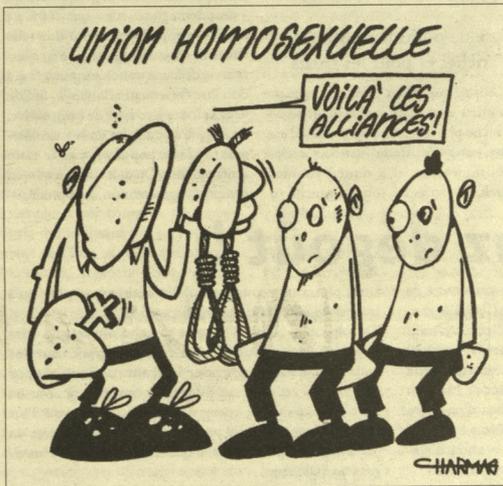
Comme le mariage, pour la sécurité administrative et légale qu'il pourra apporter, le P.A.C.S. est une formule que les gens utiliseront au gré de leurs besoins et de leurs intérêts pour essayer de tirer les meilleures cartes d'un jeu qui reste pourri. Il y aura des P.A.C.S. blancs comme il y aura encore des mariages blancs tout simplement parce qu'il faut bien survivre...

Le seul pilier fondamental de la société que nous voulons, c'est l'individu. Seule l'égalité économique et sociale des individus laissera à chacun le choix libre et entier de ses rapports avec les autres.

Même si les ennemis de mes ennemis ne sont pas forcément mes amis, j'ai de toutes façons du mal à voir d'un mauvais œil le vote d'une loi qui met l'Eglise aussi mal à l'aise. Et le véritable intérêt du P.A.C.S. serait bel et bien qu'il puisse rendre le mariage obsolète. Symboliquement ce serait une claque pour les patriarches. Mais ça, seul le temps nous le dira.

Pour le reste, gardons toujours en tête, quand même, que Cupidon s'en fout.

Vincent Tixier



Tes tabous tombent-ils ?

Ça ne surprend personne : l'Eglise catholique est contre le P.A.C.S. et toute forme de reconnaissance d'associations d'individus autre que le mariage (ou les sociétés commerciales). Quelle hypocrisie ! Olivier de la Brosse, porte parole de la Conférence des Evêques de France déclarait dans le *Parisien* du 17 septembre que : « Le mariage n'est pas seulement un contrat privé entre deux personnes, ou même seulement un contrat public : c'est une institution sociale qui fait partie des structures fondamentales de notre société ».

Le mariage est un contrat. Il fut même inventé pour régler les problèmes financiers entre deux familles. L'aristocratie et la bourgeoisie ont toujours vendu leurs étalons contre dot. Les filles étaient livrées aux mâles en échange de la fameuse dot qui était restituée si le « ventre » ne faisait pas l'affaire ; comme une bouteille à la consigne. L'Eglise récupérait les filles non mariées ou non mariables et se faisait grassement payer pour ce faire. C'est même de là que vient le plus gros de son trésor amassé goulument au cours des siècles. On continue d'ailleurs cette affaire de dot dans pas mal de coins dans le monde.

Si en France les mœurs ont changé, on comprend l'attachement sentimental de l'Eglise à ce « fondement » de notre société mercantile et patriarcale !

L'Eglise catholique et sa horde d'associations familiales seraient bien inspirées d'opérer leurs fax-pétitions en direction du pape pour qu'il licencie un de ses cadres supérieurs, le cardinal archevêque de Vienne (Autriche), qui trempe jusqu'à la mitre dans un scandale pédophile.

L'Eglise ferait bien de faire le ménage parmi les membres de son clergé qui baisent à droite et à gauche et se trissent sans reconnaître leurs enfants ni, bien sûr, payer de pensions alimentaires sous prétexte que ça fait mauvais genre. Ça n'est qu'alors, et pas avant, que nous serons disposés à écouter, poliment, quel est son avis sur nos choix de vie, nos modes sexuels et nos positions d'accouplement. Ecouter n'engage à rien, et comme ça n'est de toutes façons pas demain la veille, c'est une promesse qui ne nous coûte pas cher.

Andi B.

Mesures bidon contre bidonville

LA VILLE N'EST PAS A L'ABRI DE CES RAPPORTS QUE LES gouvernements commandent avant de prendre un train de mesures à caractère spectaculaire. C'est ainsi que le *Monde* a rendu public un rapport demandé par l'équipe Jospin et réalisé par J.P. Sueur, maire P. S. d'Orléans. Parmi les observations que l'on peut relever et qui méritent réflexion, l'Élu signale que les maires tiennent parti financièrement des contrats de ville (plan de réhabilitation de quartiers sensibles), qui reste donc un dispositif coûteux ne réglant rien sur le fond (pauvreté, dégradation de l'environnement urbain...). Il demande à ce que les effectifs de police soient « rééquilibrés » dans le cadre de « l'égalité devant le service public ». Il évoque la concurrence que se livrent entre elles les communes pour attirer les entreprises sur leur territoire, et propose enfin qu'à titre expérimental, les budgets d'action sociale et ceux du R.M.I. soient transférés des conseils généraux vers des « assemblés d'agglomération » qui seraient à créer, et dont les représentants seraient élus au suffrage universel.

Replacé dans la perspective d'une revendication de justice et d'égalité sociales et d'une pratique autogestionnaire pour ce qui touche à la vie des quartiers, donc des villes et villages, le constat dressé et les conclusions de ce rapport sont choquants. Parce qu'il est choquant (mais pas nouveau) de voir des élus, démagogues la plupart du temps, se soucier des avantages financiers des contrats de ville plus que de la desti-

née de ceux qui vivent dans les quartiers concernés par cette manne financière. Qu'il est choquant aussi de voir ces mêmes élus faire entrer leurs communes dans une logique marchande (la ville se gère comme une entreprise et se doit d'être compétitive), en attirant des sociétés à coups d'exonérations que le contribuable finira bien par payer au bout du compte et recréant ainsi des oppositions entre communes concurrentes et leurs populations.

Comme il est significatif de voir que le principe de substitution s'accroît : l'État s'étant déchargé de la gestion des budgets sociaux (R.M.I...) sur les conseils généraux, on s'avancerait (d'après l'auteur du rapport) vers un nouveau transfert de cette lourde tâche sur les communes. C'est le capital qui décide de la politique économique, les communes en supporteraient les conséquences et l'État pourrait mieux encore se concentrer sur sa tâche historique : quadriller son territoire et empêcher la contestation sociale et politique. D'où la nécessité de redéployer des forces de police sous prétexte « d'égalité devant le service public » (on aimerait un tel effort sur les postes d'enseignants, employés de la C.A.F. ou travailleurs sociaux !). Mais démocratiquement, puisque J.P. Sueur propose un nouveau palier d'élus « d'agglomérations ». Poudre aux yeux, les mesures sur la ville que prendra Jospin ne serviront à rien sur le fond car elles n'ont vocation qu'à adoucir la pauvreté et la malvie qui en découle. Pas à l'abolir.

Daniel (Groupe du Gard)

abonnez-vous! abonnez-

Belgique : Non aux lois racistes

En temps qu'acteurs de cette société, munis de ces fameux papiers qui nous donnent droit à ce minimum d'existence, il ne s'agit pas de savoir si nous devons ou non « accueillir toute la misère du monde », ni comment repousser une hypothétique invasion. Notre alternative refuse de penser en termes de globalité abstraite, fondée sur des fantasmes et des constructions imaginaires.

Nous proposons de penser la situation concrète, telle qu'elle se présente ici et maintenant. Et de penser que dans ce pays, où nous vivons et luttons, il existe une catégorie de personnes déclarées illégales de part leur simple statut d'étrangers, et qui se voient ainsi privées de tous droits, niées dans leur condition d'humains et traitées comme de simples microbes à éliminer.

Et de se rendre compte que cette situation concrète est le fait des habitants de ce pays. Des hommes politiques qui ont soutenu le projet de loi Vande Lanotte, qui organise le cadre juridique de cette situation de non-droit. De l'administration, qui applique cette loi avec un zèle tout particulier. Et de la majorité des hommes et femmes de ce pays, qui acceptent cette situation par ignorance, désintérêt, fatalisme, voire pire...

Une société qui organise une situation déniait à des hommes, d'où qu'ils viennent, jusqu'à leur humanité, est à l'image de cette loi. Sans réaction inverse, elle s'engage dans une voie tendant à déshumaniser toute catégorie de personnes, voire chaque individu, dès lors qu'il est considéré comme gênant. Il suffit de penser aux chômeurs, devenus de simples données statistiques à éliminer, sans tenir compte aucun de leur situation concrète.

Cette situation est créée au nom de la survie même de notre société, et du maintien d'un tel mythe, tous plus abstraits les uns que les autres et qui exploitent un imaginaire collectif en

crise. La situation concrète, ce sont les camps pour étrangers, dans lesquels sont enfermés hommes, femmes et enfants et dont l'accès est strictement contrôlé et limité, où sont prévues des sanctions qui vont de la privation de courrier ou de visites, à l'utilisation de menottes aux pieds et aux mains, de la camisole de force à l'enfermement en cellule d'isolement (entre autres pour tentative de suicide).

Violence et inhumanité

Ce sont des expulsions qui se déroulent souvent dans des conditions d'ex-

trême violence. Les récalcitrants sont traînés dans l'avion menottés aux pieds et aux mains. Il est permis de leur plaquer un coussin sur la figure pour étouffer leurs cris et éviter leurs morsures. Certains vont jusqu'à se mutiler en avançant des lames de rasoir pour éviter l'expulsion.

Ce sont des milliers de personnes qui se font refouler à l'aéroport avant même d'avoir pu mettre le pied sur le territoire belge sans aucun contrôle et sans possibilité de se défendre.

Ce sont des individus et des familles entières qui vivent cachés, à qui l'on a supprimé tout droit au travail, à l'ensei-

gnement, à la santé, à la vie, qui vivent l'angoisse permanente d'être capturés par les forces de l'ordre.

La loi Vande Lanotte est en application depuis 1996. Ses effets nous démontrent chaque jour que nous avons dépassé les limites du supportable.

Sous prétexte de s'attaquer à l'immigration clandestine, le gouvernement belge a mis en place un appareil répressif sans précédent, digne d'une dictature. En s'attaquant aux étrangers, il s'attaque à tous les citoyens.

Sauf à planter des barbelés partout, on ne maîtrise pas l'énergie du désespoir

qui pousse les plus pauvres vers nos frontières. Le contrôle des flux migratoires est un leurre. Il crée en réalité les clandestins, privés de tous droits, qui n'ont pour seule ressource que de se soumettre à l'exploitation du travail au noir, constituant ainsi une pression sur les salaires et les conditions de travail des autres travailleurs.

À qui la faute ? À celui qui n'a que cette solution pour survivre ou à celui qui profite de la situation pour se faire toujours plus de profit.

Ceux qui nous construisent une société ultralibérale n'ont pas de critiques contre l'ouverture des frontières aux capitaux, malgré ses effets désastreux. Aujourd'hui, tout circule librement, sauf les hommes.

La belle idée, et la plus cohérente, ce serait que tout le monde soit libre d'aller où il veut, non pour devenir chair à usine, mais parce qu'il en a envie. Pour y arriver, il faudrait peut-être s'attaquer à la seule question qui tienne en matière d'immigration, celle du partage des richesses. Pour réduire les inégalités entre le nord et le sud. Pour réduire la fracture entre les riches et les pauvres.

Permettre à chacun de vivre décemment. Par notre action contre les expulsions et les camps, en faveur des sans-papiers, nous voulons briser la peur qu'on nous impose et développer une nouvelle pratique de la solidarité, qui s'exprime en actes. Cette pratique, c'est celle qui doit exister chez les chômeurs, les minimexés (1), les pensionnés, les travailleurs... Pour combattre la misère et l'oppression.

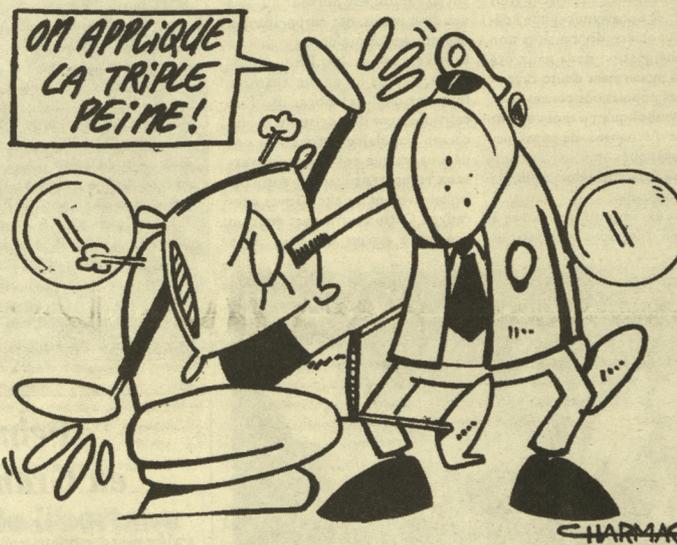
La Belgique est devenue un pays d'expulsion massive où, lorsqu'il s'agit d'étrangers, l'arbitraire est de mise et les droits de l'homme mis au placard.

Alternative libertaire Bruxelles

(1) Équivalent belge de « RMiste » (NDLR).

N.B. : Plus de 5000 personnes ont participé samedi 26 septembre à la cérémonie d'hommage à Sémira Adamu. Les personnalités politiques se sont vues interdire l'entrée de la Cathédrale.

LES FILLS BELGES SONT TRÈS FORTS



Rappel des faits

LE 21 JUILLET, À 7 HEURES DU MATIN, des fonctionnaires de l'Office des Étrangers embarquent Sémira Adamu, sans en avoir préalablement averti son avocat, pour l'emmener à Zaventem et procéder à son expulsion du territoire. Par chance, Sémira réussit à entrer en contact avec le Collectif Contre les Expulsions, créé le 20 avril 1998, qui décide de suivre son cas de près.

Ce 21 juillet donc, Sémira Adamu est conduite manu militari à l'aéroport. Mais c'est sans compter avec le Collectif qui, comme chaque fois qu'un vol pour Lomé (Togo) est annoncé, est présent pour tenter de convaincre des passagers de s'opposer au décollage dès lors qu'une personne entravée se trouve sur le vol. Et de fait, une passagère refuse de s'asseoir tant que Sémira n'aura pas quitté l'avion... Et celle-ci est ramenée au 127 bis.

Le soir même, toujours à l'appel du Collectif Contre les Expulsions, une cinquantaine de personnes participent à une manifestation de solidarité aux flambeaux devant ce centre fermé au cri de « Liberté pour les sans-papiers ». Les détenus, se mettent à chanter et à crier à l'unisson, ce qui a pour résultat de faire sortir les gardiens de leurs gonds et de les rendre violents. Face à ces actes de violence, des détenus commencent à briser des fenêtres et quelques dizaines d'entre eux s'évadent par des ouvertures sectionnées dans les grillages. Si plusieurs sont repris le soir même, une vingtaine ont réussi

à retrouver la liberté et sont toujours aujourd'hui dans la clandestinité.

Outre cette évasion spectaculaire, la soirée s'est soldée par la garde à vue de 17 membres du Collectif dont sept ont été déferés devant le juge d'instruction et inculpés sur base de l'article 77 de la loi Vande Lanotte qui criminalise toute aide à des personnes en séjour illégal...

Cette action d'éclat du 21 juillet a eu la chance aussi de bénéficier d'une large couverture médiatique, ce qui a provoqué un nombre considérable d'appels et de manifestations concrètes de soutien émanant tant d'associations que de personnalités et de simples citoyens outrés par la politique d'internement et d'expulsion de notre pays.

Le mouvement contre les centres fermés et contre les expulsions était bel et bien relancé. Tant et si bien d'ailleurs que le 1^{er} septembre, le Collectif de résistance aux centres pour étrangers, créé après la manifestation du 1^{er} mars à Vottem, donnait, devant les grilles du centre fermé du même nom (le premier en Wallonie) — dont la rue où il est situé a été symboliquement rebaptisée rue du camp de la honte devant les caméras de télévision — le signal d'une campagne de protestation d'un mois dont l'aboutissement sera la manifestation nationale du 4 octobre à Liège en attendant celle annoncée pour la fin de l'année devant les six centres fermés du pays.

Babar (Alternative Libertaire Belgique)

Crime d'État!

Sémira Adamu est morte ce 22 septembre à Bruxelles. Elle était dans le coma depuis plusieurs heures suite à la sixième tentative d'expulsion musclée réalisée par la gendarmerie sur l'ordre de l'Office des Étrangers. À l'heure où nous écrivons ces lignes deux gendarmes sont inculpés pour « coups et blessures volontaires ayant entraînés la mort sans intention de la donner ». Ils utilisaient une technique visiblement « habituelle » lors de ces expulsions « difficiles » en appuyant un coussin sur son visage pour l'empêcher d'alerter les autres passagers de l'avion. Cette fois, ils l'ont tellement bien fait taire que Sémira est morte. Sémira Adamu avait vingt ans... Elle s'était enfuie du Nigeria parce que l'on tentait de lui faire épouser de force un sexagénaire dont elle aurait été la quatrième femme. Elle s'était réfugiée à diverses reprises au Togo mais à chaque fois elle avait été retrouvée et ramenée au pays. Le 25 mars, avec l'aide d'amis, elle arrive en Belgique. L'accès au territoire lui est aussitôt refusé. Tout ce qu'elle a connu de ce pays se limite à l'aéroport et à un centre fermé pour « étrangers illégaux », le 127 bis de Steenokkerzeel. La raison de ce refus d'accès au territoire... la Convention de Genève ne prévoit rien pour les cas de maltraitance des femmes! Le Collectif Contre les Expulsions de Bruxelles qui est à la pointe de l'action appelle à la démission du ministre de l'Intérieur et multiplie les manifestations dont l'intervention de 300 personnes dans l'enceinte même du Parlement ce mercredi 23 septembre. La vague de protestations semble bien difficile à gérer pour une classe politique qui a visiblement sous-estimé la tristesse et la colère qu'à susciter l'annonce de la mort de Sémira dans de larges franges de la population. Pour en savoir plus, contactez le Collectif Contre les Expulsions, 2-4 avenue de la Porte de Hal 1060 Bruxelles, tel : 02/420.77.95. ou 02/544.18.18, ccle@altern.org

Solidarité Nord-Sud Succès d'une tournée!

AL'OCCASION DE LA participation de Moussa Diop, délégué d'Actions Utiles Pour l'Enfance et la Jeunesse de Tivaouane au 44^e congrès de l'I.C.E.M. une tournée de conférences fut organisée par Bonaventure pour présenter cette alternative sociale autogérée du Sénégal (1). Des groupes de la Fédération anarchiste, le mouvement libertaire italien, des syndicats alternatifs ou anarcho-syndicalistes, des associations sociales se sont mobilisées pour organiser des rencontres, des conférences.

Sur Oléron un « tie-bou-diène-conférence » a réuni 80 personnes, une séance de cinéma avec débat 70 spectateurs démontrant ainsi l'intérêt que pouvait susciter cette expérience sociale.

À Lyon, Bordeaux, Paris, Angoulême, Nantes ou Poitiers l'intérêt des militants syndicaux, sociaux ou libertaires débouchera vers une solidarité Nord-Sud financière, matérielle et politique.

Des enjeux socio-économiques

Pour inscrire durablement les initiatives d'A.U.P.E.J. : formation professionnelle, école maternelle, activités culturelles et sociales, lycée autogéré, caisse d'épargne des femmes etc. un local et deux postes d'animateurs sont des préalables à la poursuite de cette aventure. L'objectif financier de solidarité entre les précaires, les travailleurs du Nord et du Sud ont été atteints.

Cela démontre que des liens internationaux politiques et sociaux créent des espaces de liberté. La mondialisation du libéralisme économique forcené n'est pas une fatalité pour les peuples du Nord ou du Sud. Bien que symbolique cette mobilisation crée une brèche dans l'inévitabilité de la pauvreté. Donner les moyens financiers et politiques à la population d'un quartier de créer son propre espace social,

d'être à l'initiative de caisse d'épargne et de crédit, de formation sociale pour d'autres quartiers ou villages voisins concrétise un slogan que nous avons tous au fond du cœur : la ville gérée par et pour ses habitants.

Vers un élargissement de la solidarité internationale

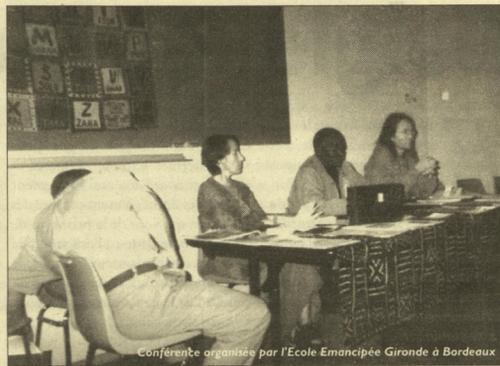
Trop souvent le mouvement libertaire international abandonne aux O.N.G. liées aux politiques gouvernementales et aux subventions caritatives ou institutionnelles l'aide logistique pour permettre aux populations des pays « pauvres » de gérer « correctement » leur pauvreté. Dès lors qu'un contact direct, des échanges politiques s'installent entre des espaces alternatifs (tels A.U.P.E.J. et Bonaventure) une solidarité financière donne sens non plus à une gestion de la pauvreté mais à un mouvement d'auto-organisation des populations concernées. Même symbolique ce mouvement empreint d'échanges, de construction de pratiques alternatives combat de fait l'idéologie dominante de l'aide humanitaire. Créer deux emplois solidaires à Tivaouane c'est donner au salariat

non plus un seul sens économique (petits boulots inintéressants et difficiles : petites bonnes, manœuvres etc.) mais un sens social émancipateur pour les personnes et le quartier.

Bonaventure en interpellant à la fois le mouvement libertaire, des groupes de sans-papiers, des mouvements pédagogiques et le syndicalisme radical à créer des passerelles ponctuelles mais réelles pour un projet commun entre des acteurs institutionnels qui trop souvent s'ignorent.

Le mouvement social occidental se fragmente à l'image même de la société qu'il combat. La mise en place de ce réseau solidaire bien que ciblé symbolise l'énergie sociale émancipatrice dont un mouvement social radical est porteur au-delà des divergences, des corporatismes, des intérêts institutionnels.

Bonaventure et A.U.P.E.J. en ouvrant, depuis un an, un chantier international (élaboration d'un regroupement d'associations d'éducation populaire autogérée) ont découvert que ces liens transversaux rompaient l'isolement dans lequel vivent les alternatives éducatives. Cette tournée est donc un préalable parmi d'autres à la



Conférence organisée par l'École Émancipée Gironde à Bordeaux

construction d'un mouvement social solidaire, international et émancipateur : c'est un pari que nous avons relevé : en serez-vous?

Moussa Diop et Thyde Rosell pour A.U.P.E.J. et Bonaventure.

(1) cf. Monde libertaire n°1130, 1131, 1132.

Solidarité financière de la tournée

Frais de transport : 6 828 F. totalement remboursés par : Bonaventure, la V^e Foire à l'Autogestion en Italie, l'I.C.E.M., Publico, C.N.T., des militants de l'Union locale F.A. de Lyon, le cinéma Eldorado, la M.P.P. d'Angoulême, Patsy, Donald Moerdijk, École Émancipée Gironde.

Vente de tee-shirts : 2 450 F.

Adhésions actuelles à AUPEJ : 7 500 F.

Union locale de Lyon de la Fédération Anarchiste : 850 F. Maison des Peuples et de la Paix d'Angoulême : 1 000 F. Mireille Principaud : 50 F. Sylvie di Costanzo et Jean-Pierre Gault : 200 F. Ninon Rosell : 150 F. Jean-Pierre Fournier : 150 F. Sylvain Boulme : 150 F. Anne Allard : 100 F. Pascal Hasle : 200 F. Nicole Alligier : Laurence Toursière et Michel Granier : 200 F. Sud-Éducation Aquitaine : 200 F. Chantal Lavie : 150 F. Arlette Nadreau : 100 F. Patsy : 50 F. Maud Giraud : 100 F. Groupe Michel Bakounine F.A. : 600 F. Bonaventure : 750 F. Stéphane Guyomar : 100 F. Dominique Bœuf : 100 F. Syndicat des Correcteurs C.G.T. : 2 000 F. Olga Bondar : 500 F.



Tie Bou Diène à Chaucre avec 80 participants

Peine de mort en Grande-Bretagne

Finalement, on a bien raison de dire que le temps porte conseil. La justice anglaise vient de mettre un terme à une affaire judiciaire ouverte depuis 1952.

Derek Bentley avait été arrêté en flagrant délit lors d'une tentative de cambriolage au cours de laquelle un policier avait été tué. Prévenu par des voisins, la police de Croydon (Londres) avait tenté d'interpeller Derek Bentley (19 ans) et son complice Christopher Craig (16 ans). Derek fut arrêté sans résistance mais Chris qui portait sur lui un revolver (ce que son ami ignorait) tira sur un policier qui tentait de le désarmer. Chris étant mineur ne put être jugé comme totalement responsable d'un meurtre et fut condamné à 10 ans de prison. Derek qui lui était majeur, et bien qu'il aie été déjà en état d'arrestation au moment des coups de feu et qu'il n'aie pas eu d'arme sur lui autre qu'un battoir à tapis, fut accusé, jugé et condamné pour meurtre sous l'argument qu'il en avait été l'élément déclencheur en criant à son ami que le policier tentait de désarmer : « Let him have it, Chris ».

Cette phrase apparemment banale allait connaître une notoriété dont son auteur se serait bien passé (entre autres, une chanson d'Elvis Costello). On peut bien sûr traduire cet ordre par : « Donne-le lui, Chris ». Mais quand on est flic et qu'on a à cœur de venger son collègue, on peut sans rire témoigner devant une cour d'assise que le prévenu voulait dire en fait quelque chose comme : « Fais-lui son compte, Chris ». On ne saura jamais vraiment ce qu'a voulu dire Derek Bentley. Le jugement de la cour d'appel ne s'y est d'ailleurs pas attardé. La cour a cassé le jugement non pas parce qu'elle considère Derek Bentley innocent des faits qui lui étaient reprochés, mais parce que le juge de l'époque avait exhorté le jury d'assise à ne pas laisser la mort d'un policier en uniforme impunie ; commettant ainsi un abus de pouvoir (et une faute professionnelle) caractérisé. Le jugement est donc cassé pour impartialité, vice de procédure, vice de forme, etc.

C'est une victoire pour la famille Bentley et pour une large partie de l'opinion publique anglaise même si le bon sens eut mérité que l'on reconnût qu'un homme en état d'arrestation et armé d'un battoir à tapis ne puisse en toute logique être accusé de meurtre au premier degré par arme à feu. Bien sûr, il n'est pas ici question de bon sens mais de loi, alors ça nous échappe un peu à nous autres anarchistes. Derek Bentley lui, s'en fout un peu de toutes ces réflexions. Il a été pendu le 9 janvier 1953 à 9 heures du matin. Il avait 19 ans ; c'était un « retardé mental » (comme on disait à l'époque) d'un âge mental de 11 ans.

Andi. B

dans la toile

Pour commencer, le groupe toulousain Albert Camus de la FA. me demande d'annoncer son changement d'adresse (<http://www.anarchie.net/aac/>) et, donc, sa nouvelle adresse pour le courrier électronique (aac@anarchie.net).

Par ailleurs, un compagnon attire mon attention sur des pages consacrées à Charles d'Avray - l'auteur du « Triomphe de l'Anarchie » - avec sons et images (<http://www.teaser.fr/~cperrin/cda/>). J'ajouterais que le site de Christophe Perrin, qui héberge ces pages, mérite le détour pour bien d'autres raisons (<http://www.teaser.fr/~cperrin/>).

En français, voici quelques sites informatifs à suivre sur la durée : l'ornitho (<http://altern.org/ornitho/>) propose sans doute un des meilleurs web-zines d'information, le Collectif autonome « Dix huitième Parallèle » qui se déchaîne autant dans son quartier que dans la toile (<http://altern.org/18p/>), ECN-paname (<http://www.ecn.org/samizdat/>) qui a pensé à proposer trois modes d'accès à ses informations (java, html ou mode texte) et le site du groupe de la Vache Folle de la Fédération anarchiste (<http://www.mygale.org/09/vfolle/>).

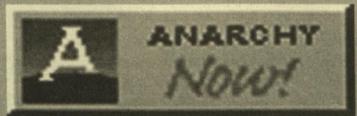
Intéressant et très acif aussi, mais pour les anglophones (une fois de plus), le bulletin d'info antifa est

consultable à deux adresses distinctes, l'une pour l'actualité (<http://burn.ucsd.edu/~aff/afib.html>) et l'autre pour en consulter les archives (<http://burn.ucsd.edu/~aff/afib-bulletins.html>).

Pour finir, comme à mon habitude, je vous invite à visiter un site non militant - au sens où le terme est le plus généralement employé - mais souvent plus artistique. Cette semaine, il s'agira d'un très beau site consacré au peintre et auteur Brion Gysin (<http://artsci.wustl.edu/~bleeley/reality/gysin.html>) sur lequel vous pourrez entendre un vieux « cut-up » avant de suivre les nombreux liens que propose cette page.

À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
Email: bek_ml@hotmail.com



LECTURE Du Rouge au Noir

Mémoire vive d'un porteur de valise

Gérard Lorne

à la petite semaine

IL ÉTAIT UNE FOIS UN REBELLE, un fils du peuple qui voulait changer le monde. En ce temps là, le Parti communiste français avait fait main basse sur l'espoir et c'est tout naturellement vers lui que le petit plombier-zingueur parisien Gérard Lorne dirigea ses premiers pas. Est-il besoin de le préciser, notre nuuche politique, version Gavroche au pays du stalinisme, s'y comporta en rebelle. L'heure était, dans la clandestinité, à essayer, via des revues comme « la Voie communiste », de « réformer » le monstre. L'heure était également à prendre ses responsabilités par rapport à l'histoire et à endosser le bleu de chauffe de l'action. Aussi, quand au milieu des années cinquante le peuple algérien se mit en tête de secouer le joug colonial que la France lui imposait depuis presque deux siècles et d'habiller ce combat de la gandoura socialiste, notre rebelle n'hésita pas longtemps. Contre l'opinion du P.C.F., qui était alors contre l'indépendance de l'Algérie, il décida d'aider la révolution algérienne et le FLN. En accueillant des militants en délicatesse de... en prêtant son appartement pour... en rendant les mille et un « petits » services qu'ont toujours rendus les « fourmis rouges prolétariennes » du portage de valise... Et il le paya cher. Très cher! Le Parti communiste français l'excommunia en lui taillant le costume « hitléro-trotskiste-petit-bourgeois » habituel. La police française l'arrêta après avoir trouvé chez lui le « trésor » du FLN. (44 millions de l'époque). La bourgeoisie française

et sa justice le condamneront à vingt ans de prison pour... En ce temps là les chemins buissonniers de l'engagement politique était pleins de ronces acérées! Et pour Gérard Lorne ce n'était que le début du chemin. À la faveur d'une permission de sortie pour rendre visite à sa gamine qui était au plus mal (elle avait la maladie « du sang bleu » et avait une espérance de vie extrêmement réduite), il prit la poudre d'escampette et gagna le Maroc où le FLN, bénéficiaire de l'hospitalité du tout nouveau royaume chérifien indépendant.

Et le combat continua

Sans moyens aucun, sans davantage d'argent, Gérard Lorne s'attela à monter de toutes pièces un collège technique d'un genre un peu particulier. Et il réussit ce challenge. Des rencontres de tous ordres avec les militants algériens, des personnalités comme Yasser Arafat ou le chef trotskiste Pablo qui avait pris en main alors contre l'indépendance de l'Algérie, il décida d'aider la révolution algérienne et le FLN. Des actions tous azimuts, émaillèrent bien évidemment ce séjour au Maroc et lui firent comprendre que l'avènement de l'indépendance algérienne, fut-elle drapée dans le manteau de lumière du socialisme, n'était pas exempté des tares ordinaires de la lutte pour le pouvoir. Bref, le rebelle commença à prendre de la distance par rapport à... remit une fois de plus son ouvrage sur le métier et arpenta de nouveau les chemins de l'exil. Au Maroc, en Tchécoslovaquie (Gérard Lorne,

comme par hasard, était à Prague lors du printemps de 1968), en Amérique latine... Jusqu'à ce que la prescription opère et qu'il puisse de nouveau fouler le sol français. C'était il n'y a pas si longtemps. Et c'est avec armes, bagages, famille et toujours ses foutues idées qu'il vint s'installer en Ariège du côté de Saint-Girons. Il acheta des ruines. Il les remit en état. Il s'y installa en communauté familiale et il mit en branle un des premiers lieux de vie (Thélème) accueillant des toxicos. Il s'y usa une nouvelle fois l'espoir sur la pierre ponce de la réalité et il reprit sans hésiter son courage à deux mains pour, une fois de plus, une fois encore, remonter son rocher d'éternel rebelle sur la colline (que certains disent absurde) de Sysphie. Aujourd'hui, il promène son regard clair de vieux Gavroche partout où ça bouge un peu en Ariège et ailleurs. Et c'est peu dire, qu'orgue de barbarie aidant et engagement libertaire de tous les instants (il se dit même ici et là, alors que ce n'est bien évidemment pas vrai, qu'il est à la Fédération anarchiste), le bougre continue de faire des ravages. Ce livre, pudeur de l'auteur oblige, nous conte tout cela (ce parcours rare du P.C.F. à l'anarchisme, en passant par le portage de valise, les communautés, les lieux de vie...) dans le cadre d'un roman historique plus vrai que nature. Lisez ce bouquin. C'est une fresque historique remarquable. C'est un voyage étonnant dans les culs de basse fosse de l'escroquerie du siècle (Marx et crève!). C'est plein d'humour et de gravité. C'est pas mal torché du tout. Et c'est le premier livre d'un jeune homme de presque 70 ans qui ne nous livre rien d'autre qu'un formidable message d'espoir. Celui d'une vie rouge de hasard mais noir de cœur et désormais de conviction.

Jean Marc Raynaud

Du noir au Rouge. Gérard Lorne. éditions du Monde Libertaire. 250 pages, 60 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris

Plaidoyer pour une euthanasie

Il est pour le moins saugrenu de devoir constater qu'une institution bâtie sur la supercherie, devenue toute-puissante au fil du temps par recours à la ruse, l'intrigue et le crime, est de plus en plus ouvertement admise à jouer le rôle de conscience morale lorsque s'ouvre dans ce pays un grand débat dit de société.

Avec le projet de loi annoncé sur l'accompagnement de fin de vie - formule kouchnero-frimeuse destinée à évincer l'euthanasie -, l'Église catholique et ses complices avoués ou non, vont donc occuper une fois encore une place centrale et jouer les Cassandre vertueuses et illuminées en annonçant l'improbable hécatombe du troisième âge.

Pour combattre cette diabolique intention, une étouffante avalanche de formules imposantes et consacrées s'annonce, telles que « respect sacré de la vie humaine », notion fluctuante qui s'accommode de la présence d'aumôniers militaires près des poteaux d'exécution, qui poussa hier vers le bûcher nombre d'hérétiques et de « sorcières » de tous âges, et amène aujourd'hui la curie à préférer le sida rédempteur au préservatif impie.

À ceux que le propos ecclésiastique et une sensiblerie excessive amèneraient à douter du bien-fondé de mettre parfois un terme à l'existence de vieillards séniles, il est inutile d'opposer un discours de logique et de raison. Plus efficace sera la diffusion de vidéos des dernières apparitions publiques du Polonais papal. Tant de délabrement, de déchéance, bouleversera tout homme de cœur, qui souhaitera aussitôt, faute de législation vaticane sur la piqûre libératrice, qu'une âme charitable mette fin à cet acharnement apostolique en poussant Karol dans le grand bain de sa luxueuse piscine de Castel Gandolfo.

Floréal

Rencontres - conférences avec Gérard Lorne (autour de l'ouvrage « Du Rouge au Noir »)

Samedi 10 octobre : Lyon

À l'initiative de l'Union locale de la Fédération anarchiste conférence à 15 heures puis repas-guinguette (avec orgue de Barbarie) à partir de 19 heures à la librairie La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er} (Tél : 04.72.00.94.10)

Dimanche 11 octobre : Saint-Etienne

À l'initiative du groupe Les Asturies de la Fédération anarchiste, conférence à 14h30 à la librairie La Mauvaise graine, 2, rue Pailillon (Tél : 04.77.41.36.77)

Mardi 13 octobre : Besançon

Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste vous convie à une causerie-débat-musique à partir de 20 h 30 au cercle Suisse,

Samedi 17 octobre : Paris

À l'initiative de la librairie du Monde libertaire, conférence à 18 heures au POUUM, 31, rue Farcot à Saint-Ouen dans le cadre d'une journée sur la guerre d'Algérie. (En cas d'expulsion du POUUM, la conférence aura lieu au 33, rue des Vignolles, Paris 20^e)

En prévision au mois de novembre : Nantes, Ile d'Oléron, Angers, Poitiers, Clermont-Ferrand... dates à confirmer ultérieurement.

Librairie du Monde libertaire expo

du 30 septembre au 6 octobre

Rencontre et bavardage avec Martin Gerboc le 2 octobre à 18 h 30. 145, rue Amelot, 75011 Paris

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 1^{er} octobre à 18 heures :

Ci Vis Pacem : Louis Lecoin aurait 110 ans.

Invité : Thierry Maricourt des éditions « Le Goût de l'être »

jeudi 1^{er} octobre à 20h 30 :

Microclimat : avec Sylvain Duez de l'association Nitassinan

vendredi 2 octobre à 17 heures :

Reflex (SCALP) : avec Dieudonné.

samedi 3 octobre à 11 h 30 :

Chronique syndicale : le statut des intermittents du spectacle, avec la CNT spectacle.

samedi 3 octobre à 13 h 30 :

Chronique rebelle : Elisee Reclus avec la revue Itinéraire.

lundi 5 octobre à 19h 30 :

La mémoire sociale : Histoire des socialismes (le XVIII^e siècle).

mercredi 7 octobre à 10h 30 :

Blues en liberté : Sam Lighting Hopkins, archétype du blues texan.

CINÉMA C'est la tangente que je préfère

Charlotte Silvera

UNE JEUNE FILLE, PREMIERE DE SA CLASSE EN mathématiques fait la brillante démonstration de son insoutenable légèreté théorique et pratique. Savoir résoudre tous les problèmes ne résout pas les problèmes. Elle apprend la solitude du petit génie tout comme le poids de l'ignorance des autres. Surtout quand les autres sont ses parents, dont elle remplit la cagnote souvent vide car les deux sont entre le R.M.I. et le chômage en fin de droits. Ses parents sont interprétés par Agnès Soral et Christophe Malavoy visiblement heureux de jouer deux affreux égoïstes un peu demeurés. Car les parents se prennent les pieds dans des combines foireuses et ignorent superbement notre matheuse heureuse, tout au contraire, ils la cherchent, puisque son monde leur échappe complètement. Vous aurez compris qu'il lui faudra un beau ténébreux tranchant nettement sur les copains-copines nus en math et ses parents nus en réflexion. Elle le trouve, évidemment, ou lui la trouve, évidemment, et la rencontre a lieu.

Après, c'est une autre mathématique, on va payer, faire payer et s'embrouiller dans les comptes. Heureuse dans sa tête quand elle découvre son corps, elle découvre très vite que les corps prennent des tangentes que les mathématiciens ne savent nommer, ni endiguer.

Les défis sont de son âge, les règlements de comptes imaginaires, mais sanglants. Charlotte Silvera ne se perd jamais dans ces rebondissement osés ni ne lâche ses personnages. Le scénario frôle sans arrêt des catastrophes, et en cela il est très proche de cette magnifique jeune fille libre et solidaire. Que lui importe que les parallèles s'embranchent et se rejoignent dans l'infini. C'est maintenant qu'il lui faut tout et tout de suite. Son alliée et complice, c'est son adorable petite sœur.

À la fin du film nous sommes tristes avec elle car il lui faudra désormais voyager seule et expérimenter sa liberté de pensée et sa libre pensée sans partager ses innocents secrets et l'école buissonnière avec la petite sœur. Les parents veulent de l'argent, on leur donnera l'argent. Qu'est-ce que l'argent quand on a l'amour... Les réalisatrices ne sont jamais meilleures que lorsqu'elles se souviennent que la candeur et le culot de l'adolescente font bon ménage avec l'absolu. Louise, l'insoumise (premier film de la réalisatrice) a désormais une sœur matheuse.

Heike Hurst (Fondu au Noir - Radio libertaire)

La matheuse : Julie Delarme ; le professeur de math : Marie-Christine Barraut ; le beau ténébreux : Georges Corraface ; les parents : Agnès Soral, Christophe Malavoy.

CLERMONT-FERRAND

Issue de secours pour un sans-papier

DANS LE BUT SCANDALEUX de manger, il a osé regarder en direction des richesses produites par son pays. À force de tendre la main pour en attraper quelques miettes ce fils de tirailleur sénégalais s'est retrouvé en France. Ayant tissé des liens amicaux, réussi des études d'électronique, s'étant familiarisé avec la vie française, et afin de respirer en toute légalité l'oxygène de l'Essonne, il a déposé une demande de régularisation.

Hélas ! la préfecture lui a répondu : vous êtes Africain, célibataire, vous ambitionnez de voler les emplois fantômes des Français, au moment même où, grâce aux médias, nous serinons « travail, famille, patrie » aux hommes serviles. Nous organisons des rafles à l'encontre des miséreux, nous dressons des barbelés pour les maîtriser, nous les ligotons avant de les jeter dans les fosses à génocide social. Et, en toute liberté, légalité, et sans fraternité l'état l'a emprisonné au centre de rétention de Lyon.

« Comment les militants clermontois ont-ils su que le jugement se rendrait dans leur ville ? » ont demandé les services de police. En surveillant de près la répression aurait-on pu leur répondre si leur cerveau n'avait pas été relié à la centrale étatique !

Le 21 août, le juge administratif, seul, après s'être fait communiquer la photocopie de la dernière circulaire Chevènement, élément essentiel dans le dossier, a rendu sa sentence ; Monsieur Kilanga sera... heu... excusez-moi... (Maître Kilanga, l'avocat à la peau noire, l'inconscient réhibitoire du juge s'en est sans doute trouvé perturbé)... Rejeté... sera reconduit à la frontière (Alors que ce Sénégalais est un séparatiste de la Casamance et risque sa vie en cas de retour dans son pays).

Répression

À l'énoncé de ce verdict, le public présent, large panel représentant 45 organisations, s'est dressé puis dirigé en direction de la victime pour lui affirmer son soutien. Ainsi entouré, ce sans-papier, plutôt que de suivre les policiers qui piaffaient de l'embarquer, a préféré suivre le chemin de la liberté et, plus preste que la répression, a utilisé ces talents d'athlète.

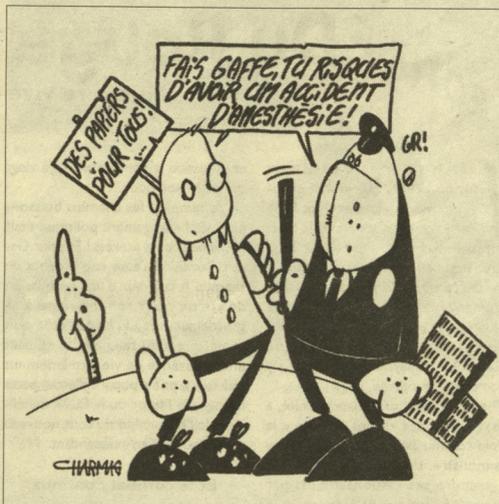
La police, plus exercée à chanter la Marseillaise qu'à courir le mille mètres n'a jamais pu le rattraper et c'est tant mieux. Un pauvre qui fait le bras d'honneur à la fourrière des « attrape sans le sous », c'est un homme de plus qui montre la voie de la sagesse.

La police ne voulant pas repartir les mains vides, a choisi de mettre en garde à vue une vice-présidente de la ligue des droits de l'homme et le secrétaire départemental de la C.G.T. qui assistaient à l'audience dans le cadre de leurs fonctions. La représentante de la L.D.H. a été relâchée après cinq heures de plai-santeries vexatoires issues de cerveaux limités par un manque d'exercice.

Quand à Michel Beurier, après avoir été menotté dans le dos, humilié, traité comme un dangereux délinquant d'une zone non aseptisée de Vitrolles, il est mis en examen pour aide au séjour irrégulier (art. 21 de l'ordonnance de 2 novembre 1945 modifiée par Pasqua puis Chevènement) : il encoure une peine de dix ans de prison et 5 millions de francs d'amende. Ce à quoi s'ajoute violence sur agent de la force publique par plusieurs personnes avec préméditation : 3 ans de prison et 300 000 F d'amende.

Après la criminalisation des sans-papiers, voici venu le temps, pour le gouvernement Jospin de rompre l'échine de tous ceux qui entreront en résistance pour lutter contre les infamies commises au nom de la préférence nationale.

À Clermont-Ferrand, les sans-papiers occupent l'église Jeanne-d'Arc depuis cinq mois. Pour cinq



familles et deux célibataires, le couple est tombé : leur demande a été rejetée en recours hiérarchique. Le collectif 63 de soutien aux sans-papiers reste déterminé à obtenir des papiers pour tous les sans-papiers, et l'abrogation des lois Chevènement. Quant à ceux qui ont obtenu un titre de séjour, il leur

reste à déboursier 4 730 F pour une famille et 2570 F pour une personne, faute de quoi, le processus de régularisation ne sera pas validé. Décidément, la liberté, c'est bien une question de fric !

Martine. - groupe Spartacus (Clermont-Ferrand)

Contre le fascisme Démocratie directe !

suite de la première page

Rhône-Alpes. Et il y a fort à parier pour que le slogan de ce qui se veut une grande journée antifasciste soit : Millon démission. Comme si la disparition de cet énergumène pouvait tenir lieu d'objectif politique !

Combien de fois faudra-t-il répéter que c'est le développement de la misère sociale qui fait le lit du fascisme ? Combien de temps la gauche plurielle pourra-t-elle jouer l'implosion de la droite pour conserver le pouvoir ?

En dépit des discours et des affirmations gouvernementales le nombre de chômeurs va croître encore et le nombre de Rmistes a doublé depuis 1990 passant de un à deux millions de « bénéficiaires » !

Les effets d'annonces sur l'équilibre des comptes de la sécurité sociale et la création d'un fond de retraite ne peuvent masquer les coupes qui ont lieu dans les crédits sociaux, la fermeture d'hôpitaux, d'écoles, de centres sociaux, etc. Sur le fond chacun sait bien que la logique de privatisation de la protection sociale va se développer au fil des ans.

Les arrière-pensées politiques

Au bout du compte le terreau qui fait le lit de l'extrême droite fermente toujours plus et les différentes politiques de la ville, même avec un budget en croissance, n'y changeront rien. Encore faut-il préciser que ce n'est pas tant le F.N. qui profite en voix de cette misère mais que cela produit un rejet et même une haine profonde de la politique chez les

millions d'individus précarisés. Ce sont les taux d'abstention qui sont le plus significatif de ce désarroi social.

Sur le plan strictement politique la gauche plurielle et le P.S. en particulier bénéficie du maintien d'un vote F.N. suffisamment important pour empêcher la droite d'avoir une majorité électorale. Ce petit jeu dure depuis trop longtemps pour qu'à un moment donné cela ne provoque pas des réactions et des recherches de solutions à droite. Millon l'a parfaitement compris et a sauté le pas. Pour lui, comme pour nombre d'électeurs, la droite, au sens large, est potentiellement majoritaire et la gauche ne doit pas gouverner la région Rhône-Alpes et encore moins la France.

La création d'un nouveau parti politique intitulé significativement La Droite, explicite clairement cette volonté de briser le « piège » constitué par la diabolisation du F.N. C'est d'autant plus facile pour Millon que sa trajectoire politique a débuté dans des cercles fascistes qu'il n'a jamais réellement renié.

Aujourd'hui La Droite affiche pas loin de 20 000 adhérents dans toute la France. Quel que soit l'avenir de ce parti et de son fondateur qui peuvent disparaître d'ici quelques temps, un processus est engagé qui d'une façon ou d'une autre va tenter de réintégrer une bonne partie de l'électorat F.N. par une dynamique politique renouvelant le discours et la cohérence de la droite française.

Les grandes manœuvres qui ont commencé à l'intérieur même du F.N. sous

l'impulsion de Mégret ne laisse aucun doute sur cette perspective. À terme ce peut être un risque électoral pour le P.S. qui lui se positionne de plus en plus au centre.

Pour le moment il s'agit pour la gauche plurielle de donner du grain à moudre à une base qui est en droit de s'interroger sur les choix politiques de ses dirigeants.

Et il n'y a pas de meilleure caution de démocratie que de s'afficher antifasciste.

Le 3 octobre il y aura sûrement beaucoup de monde dans la rue mais cela ne fait pas une politique et petit à petit l'opposition de la gauche plurielle au Conseil régional va se heurter à la majorité de fait entre Millon et le F.N.

Lorsque de trop nombreuses associations ne vivant que de subventions régionales vont être touchées de plein fouet par le vote du prochain budget, que va-t-il se passer ? La politique du pire risque de créer le désert souhaité par le F.N.

Décidément les petits calculs politiques et l'anti-Millon systématique ne remplaceront jamais une réelle mobilisation des organisations sociales à partir des besoins et volontés définis par elles mêmes afin de créer un rapport de forces obligeant le pouvoir régional à tenir compte de cette réalité.

Il y a du pain sur la planche pour enclencher des pratiques de démocratie directe plutôt que le bulletin de vote ou la résignation.

C'est ce que nous tenterons de dire par notre présence dans la rue ce jour là. Bernard. - groupe Déjaque (Lyon)

A G E N D A

Samedi 3 octobre

LYON : Présence d'un cortège de l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste à la **manifestation contre la politique du conseil régional et contre le fascisme à 14 h 30**, place Jean Macé.

PARIS : Rencontre-débat avec l'équipe de la revue Itinéraire à **16 h 30 à la librairie du Monde libertaire** à l'occasion de la sortie du dernier numéro, consacré à Elisabeth Reclus.

dimanche 4 octobre

VOTTEM (LIÈGE) : **Manifestation nationale** contre les Centres fermés et les expulsions de sans-papiers. Infos Alternative Libertaire 00 32 2 647 98 01.

Jeu 8 octobre

GRENOBLE : Le groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste vous convie à une conférence sur le thème « **Halte à la criminalisation du mouvement social** » à 20 heures au 102, rue d'Alembert.

Samedi 10 octobre

PÉRIGUEUX : **Manifestation contre la venue de Bruno Mégret** avec la F.A., la C.N.T., le SCALP à 10 h 30 derrière le palais de Justice.

TOULOUSE : Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste vous invite à une vidéo-débat sur la liberté d'expression avec une diffusion d'un extrait du film « Noam Chomsky, les illusions nécessaires » à partir de **15 heures à l'Athénée Albert-Camus 36**, rue de Cugnaux - Toulouse (métro Patte d'Oie et Arènes).

10 et 11 octobre

TOURNAI : **Sixième Camp'anar** organisé par le Réseau anarchiste tournaisien, les Ami(e)s d'Alternative Libertaire et la Coordination Autonome des Travailleurs (anarcho-syndicaliste). Infos 00.32.2.647.98.01.

mardi 20 octobre

LIÈGE : Le Café Politique invite « **Chômeur, pas chien !** ». L'association « Chômeur, pas chien ! » ne cible pas en priorité le « droit au travail » : si le travail humain devient progressivement inutile à la production, ne faut-il pas assurer le droit de tous à bien vivre, quel que soit le rapport de chacun au travail salarié ? Contact : Ingrid Muller (087/37.63.70 ou 04/344.58.88).

Samedi 31 octobre

MARSEILLE : L'Union régionale de la F.A. et l'UL-CNT organisent la 5^e nuit de l'Anarchie à partir de 18 heures au Théâtre Tourny (16, passage Léo Ferré, Métro national et Bus 89). Au programme : Débats, tables de presse, buffet, buvette, musique, vidéos et ballets. Entrée gratuite.